

N comme niveau

Le Monde de l'éducation . Novembre 2003, page 37.

De quel niveau parle-t-on lorsque l'on estime qu'il baisse? Sur quels critères objectifs peut-on établir une comparaison entre les élèves, entre les époques ?

Dans la liste jamais exhaustive des griefs contemporains, le constat récurrent d'une baisse du niveau scolaire des élèves participe, pour certains, de l'idée reçue ou de la discussion de café du commerce. C'est le cas de Brigitte Dancel (1), maître de conférences en l'histoire de l'éducation, pour qui *« parler du niveau des élèves est un débat stérile qui repose pour une large part sur l'invective et renvoie à la fois au mythe d'un âge d'or de l'école performante et au spectre de la décadence »*. Pourquoi stérile? Parce qu'il n'existe pas de mesure objective d'évaluation de ce niveau, que les élèves modernes ne sont pas ceux d'hier, et que nombre de ceux qui fréquentent à présent le collège n'auraient pas eu naguère accès à l'enseignement secondaire. Pour avoir participé en 1994-1995, sous la direction de Claude Thélot, à une étude comparative des connaissances en français et en calcul des élèves des années 1920 par rapport à ceux d'aujourd'hui, Brigitte Dancel a pu observer que, si l'on se réfère aux résultats du certificat d'études pour jauger les acquis, on oublie souvent de signaler que 50 % seulement des élèves de primaire étaient alors présentés à l'examen par leurs instituteurs. Que si l'on s'attache aux résultats de la comparaison, à soixante-dix ans d'intervalle et pour les mêmes épreuves, on remarque certes une légère baisse de l'excellence pour ce qui concerne la multiplication ou, plus marquée encore, pour l'orthographe et la grammaire, mais également que *« ce type de procédé permet surtout de dire ce que les élèves actuels ne savent plus faire et peine à mettre en valeur ce qu'ils savent faire en plus ou différemment. Les termes de la comparaison ont trop changé pour que la mise en regard soit pertinente. Et derrière tout cela se profile un critique de la démocratisation. L'idée que la masse fait baisser le niveau. »*

Cette opinion a été pareillement démentie par Christian Baudelot et Roger Establet, qui, dans *Le niveau monte* (2), avaient administré les preuves objectives d'une réelle progression. C'était à la fin des années 1980 et le moins que l'on puisse dire, c'est que dans l'opinion publique, l'idée n'est pas passée. En s'appuyant notamment sur les statistiques de feu la conscription, les deux sociologues ont démontré qu'à niveau d'études égal les résultats aux tests d'aptitude (inchangés depuis les années 1950) sont plutôt stables. Mais le niveau ne monte pas partout, pour tout le monde, dans les mêmes proportions. Les inégalités scolaires se sont accrues, et ce sont précisément les élèves défavorisés qui, cumulant difficultés scolaires, sociales et économiques, font l'objet des discussions de bistrot.

Alors comment combattre cette illusion commune d'une baisse de niveau généralisée qui mine la confiance des citoyens dans l'école? Le président de la commission du Grand débat, ardent défenseur du *« niveau monte »*, concède aujourd'hui que, peut-être, la maîtrise du langage a baissé. La question du niveau resurgira-t-elle dans les débats à venir? Brigitte Dancel en appelle à une autre réflexion, dont elle doute cependant qu'elle sera au cœur du Grand débat : l'acquisition possible par tous d'un socle commun de connaissances, ce *« petit trésor d'idées utiles toute la vie »* cher à Jules Ferry.

Julie Chupin

(1) Auteur notamment d'*Enseigner à l'école primaire de la III^e République*, PUF 1996

(2) Seuil, 1989.